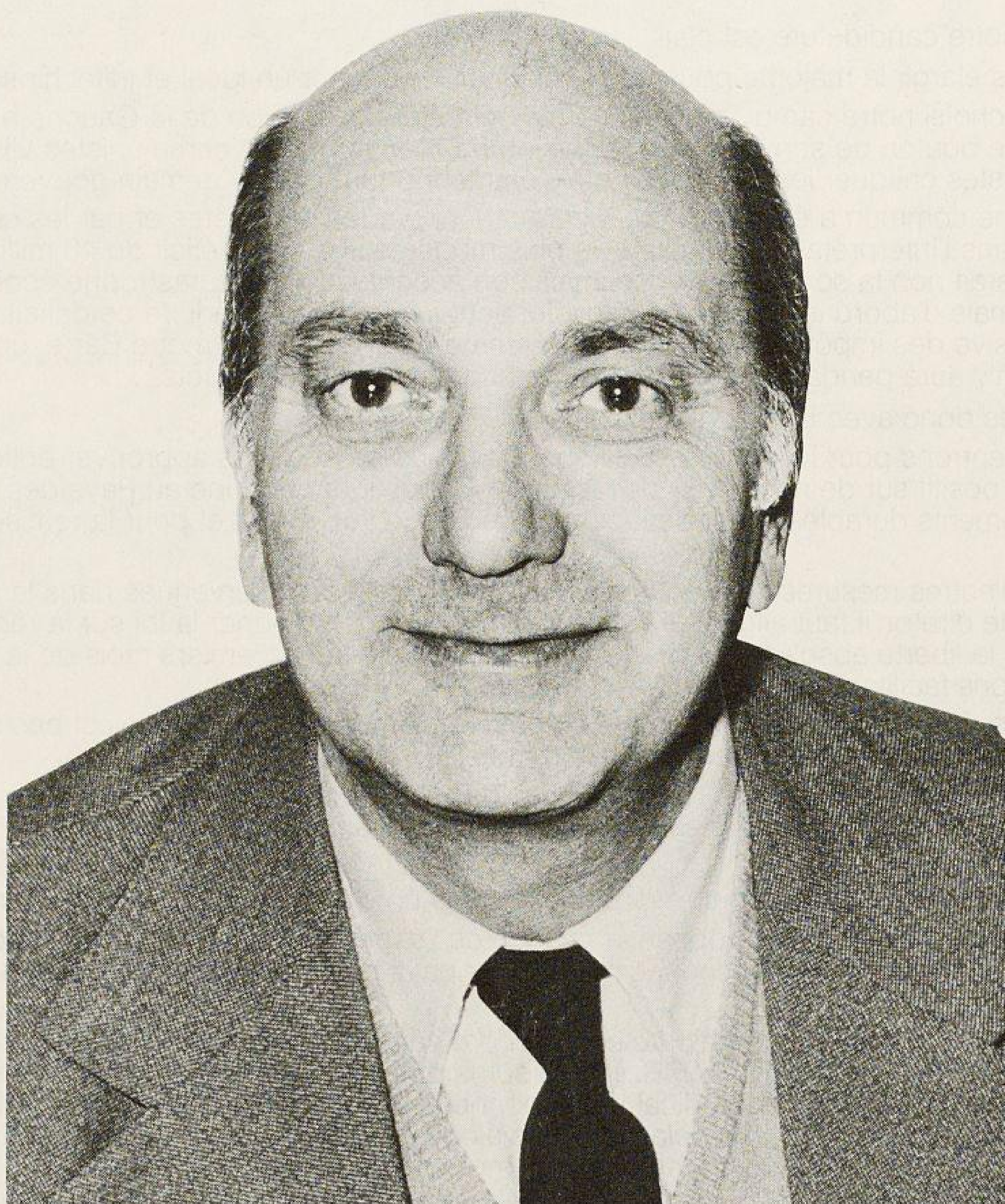


DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE

LUIGI Jean

55 ANS

AVOCAT A LA COUR

SUPPLÉANT

RIGAUDEAU Françoise

30 ANS

Chers Electeurs !

Le sens de notre candidature est clair.

Nous voulons élargir la majorité pour la faire gagner, lui donner un idéal et infléchir sa politique.

Nous avons choisi notre camp : celui d'une majorité élargie. L'Union de la Gauche n'est pas crédible. Il suffit de tourner le bouton de son poste de télévision pour entendre les communistes vilipender les socialistes ou les socialistes critiquer les communistes. Comment pourraient-ils demain gouverner ensemble ?

Le programme commun a été interprété différemment par les socialistes et par les communistes. Tel qu'il se présente dans l'interprétation socialiste, la plus modérée, il est en déficit de 40 milliards pour la première année. Ce serait non la sortie de la crise, mais son accentuation, la catastrophe économique et monétaire dont tous, mais d'abord les plus modestes, feraient les frais. Pour réduire ce déficit, il faudrait une augmentation massive des impôts alors que le programme de Blois de Raymond Barre, que nous soutenons, prévoit qu'il n'y aura pendant deux ans aucune augmentation des impôts.

Nous sommes donc avec la majorité.

Mais nous y entrons pour infléchir sa politique. Car nous ne pouvons approuver entièrement son bilan. Certes, celui-ci est positif sur de nombreux points. La Ve République a donné au Pays des institutions stables, des gouvernements durables, a fait beaucoup au point de vue social et pour la remise en ordre de notre économie.

Cependant d'autres mesures, que nous n'approuvons pas, sont intervenues dans le domaine de la famille. Il est faux de dire qu'il faut aligner la loi sur les mœurs ; il faut aligner la loi sur la règle morale. Nous condamnons donc la liberté absolue de l'avortement pendant les trois premiers mois de la grossesse et toutes les dispositions facilitant la Société dite « permissive ».

Nous voulons donner à la majorité un idéal. Nous proclamons que la crise n'est pas seulement économique et sociale mais qu'elle a aussi une dimension morale.

Nous affirmons que quelle que soit la valeur des remèdes techniques apportés pour juguler inflation et chômage, et ceux de Raymond Barre sont bons, ils seraient vains si d'abord n'est pas résolue la crise morale.

Car inflation et chômage ne seront résorbés que dans un climat de confiance restaurée.

La **Démocratie Chrétienne** propose la relance de l'espérance et la restauration de la confiance par l'appel aux valeurs morales, c'est-à-dire, dans notre vieux pays de chrétienté, par l'appel aux valeurs chrétiennes.

Face à une Gauche désunie, la majorité est d'accord sur l'essentiel. Mais chaque parti de la majorité a sa dominante qui fait son originalité. Le R.P.R. insiste sur la défense des institutions, le P.R. sur la primauté du Président de la République, le parti radical sur la bonne gestion des fonds publics, le C.D.S. sur l'Europe. La **Démocratie Chrétienne** veut tout cela, mais elle ajoute que tout cela ne sera possible que si d'abord est reconnue la nécessité de la référence aux valeurs morales, aux valeurs chrétiennes.

La référence aux valeurs morales nous amène à prendre des positions très fermes dans le domaine de la famille, dans l'ordre économique et social, dans l'ordre militaire, dans l'ordre international.

La **Démocratie Chrétienne** veut être le parti de la famille. Elle demande que pour toutes les familles ayant des enfants à charge soit institué un revenu familial garanti, assurant à la femme le libre choix de travailler ou de rester à son foyer. Elle requiert une retraite pour la mère de famille qui a choisi de rester à son foyer, le doublement des allocations familiales et leur indexation sur le taux de croissance nominale, l'institution du vote familial ; toutes ces réformes inscrites dans un « Statut de la famille française ».

Dans l'ordre économique, la **Démocratie Chrétienne** affirme la primauté de la personne humaine, sujet et non objet de l'économie. De ce principe découle la nécessité d'une réforme profonde de l'entreprise fondée sur l'association et la coopération des partenaires sociaux.

Un effort important doit être entrepris pour améliorer la situation de nos agriculteurs et lutter contre la désastreuse désertion des campagnes.

Dans l'ordre social, la **Démocratie Chrétienne** affirme la nécessité de réduire les inégalités sociales et de réformer la Sécurité Sociale en réduisant les frais de gestion et en simplifiant les formalités de remboursement.

Dans l'ordre militaire, le service militaire doit être maintenu mais profondément réformé dans le sens d'une plus haute technicité pour que les jeunes y trouvent intérêt et profit.

Dans l'ordre international, la **Démocratie Chrétienne** croit que l'indispensable sauvegarde et affirmation de la personnalité et de l'identité nationale s'inscrit dans une perspective de coopération dont les moyens sont l'Unité de l'Europe et l'Alliance Atlantique.

Pour conclure, nous sommes des démocrates et donc pour la garantie de toutes les libertés : liberté du travail, liberté syndicale, liberté d'entreprendre, liberté d'enseignement, liberté de la presse, liberté d'association, etc.

Nous appelons à nous rejoindre, à quelque camp qu'ils appartiennent, toutes les femmes et tous les hommes de bonne volonté et notamment les jeunes soucieux de donner à la France et à la République ce supplément d'âme dont elles ont tant besoin.